

Belle attention, monsieur le Président, puisque l'article dit ensuite:

Les unités de réserve de Winnipeg ont eu cette semaine une marque élogieuse de cette attention nouvelle. Elles viennent en effet d'apprendre que pendant l'année qui vient, leur temps de formation sera réduit de 12,5 p. 100 par rapport à l'année en cours.

Pour ce qui est de la recherche et du développement, le gouvernement se vante de tout l'argent qu'il a consacré à des programmes spéciaux de recherche et de développement. J'ai des chiffres qui prouvent en dépit de tous ses discours qu'en réalité il consacre moins d'argent à la recherche et au développement que ce qui se faisait avant.

● (1130)

Le gouvernement ne respecte pas ses engagements à cet égard. Il a dévalorisé tous les grands établissements de recherche comme le CNR, le CRSNGC, le Conseil des sciences, le Conseil de recherches médicales, l'agriculture et les forêts. Il les a dévalorisés, en leur imposant des compressions de 75 millions de dollars en trois ou quatre ans. Ensuite il s'amène avec une augmentation de 112,7 millions en disant: «Voyez comme nous sommes bien».

Mais les ministériels oublient de dire qu'ils avaient enlevé 60 millions à l'EACL et 70 millions aux réserves, ce qui veut dire qu'en fait ils dépensent 93 millions de moins en R et D qu'ils le prétendent, qu'ils l'avaient promis, et que ce qui se faisait auparavant.

Le président suppléant (M. Paproski): Je dois à regret informer le député que son temps est écoulé.

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, je tiens à dire quelques mots au sujet du budget des dépenses que nous examinons et de la possibilité dont a fait état le vice-premier ministre (M. Mazankowski) de dépenser 132 milliards de dollars durant la prochaine année financière. J'ai essentiellement deux commentaires à faire et ils portent sur la place que le gouvernement accorde à l'équité dans la planification des dépenses de 1988-1989.

Tout d'abord, monsieur le Président, je crois que la partie I du budget des dépenses de 1988-1989, le «Plan de dépenses du gouvernement», vous intéresserait beaucoup. En faisant le bilan des initiatives du gouvernement conservateur, nous constatons qu'il dépense plus aujourd'hui au titre de la dette publique qu'il ne le faisait il y a quatre ans. En 1984-1985, l'intérêt de la dette publique absorbait quelque 20,6 p. 100 des dépenses du gouvernement. Or, ce pourcentage se chiffre aujourd'hui à 24,6 p. 100 environ. Il s'agit là d'une augmentation de quatre points de pourcentage depuis l'arrivée au pouvoir du parti conservateur en 1984. Ce poste de dépense est le plus important du budget du gouvernement et il affiche une augmentation de quatre points de pourcentage, ce qui est très considérable.

Certains ont discuté à la Chambre de la pertinence d'une baisse des taux d'intérêt au Canada. Si on pouvait réduire les taux d'intérêt, cela donnerait lieu à des économies considérables. Si les taux d'intérêt baissaient de un pour cent seulement,

Dépôt de documents

le gouvernement du Canada économiserait annuellement 1,4 milliard de dollars. Sur quatre ans, cela représenterait des économies de quelque 9,5 milliards pour le gouvernement.

[Français]

Mais, monsieur le Président, avec le quart des dépenses du gouvernement du Canada servant à payer le déficit du Canada, pour payer l'intérêt du déficit du Canada, nous avons maintenant dépensé sur les prévisions budgétaires quelque 32 milliards de dollars pour l'an prochain.

Monsieur le Président, avec une diminution de 1 p. 100 du taux d'intérêt, il y aurait un autre 4 milliards de dollars pour les dépenses canadiennes, et ce pour un an seulement, et 9,5 milliards de dollars dans quatre ans.

[Traduction]

Si le gouvernement abaissait les taux d'intérêt, nous pourrions utiliser le 1,4 milliard supplémentaire l'année prochaine et les 9,5 milliards sur quatre ans, pour les programmes de développement régional.

Deuxièmement, depuis que le parti conservateur est au pouvoir, le montant d'argent consacré au développement régional, en pourcentage des dépenses nationales, a diminué. En 1984-1985, selon le budget des dépenses, quelque 13,6 p. 100 des dépenses du gouvernement canadien allaient au développement économique et régional au Canada. En 1988-1989, ce n'est plus que 10,3 p. 100. C'est là une diminution de 24 p. 100 de l'enveloppe consacrée au développement économique et régional. Ce n'est pas acceptable.

Si on excluait le Programme spécial d'aide aux producteurs de grains du Canada, un programme très utile dans l'Ouest, la baisse serait encore plus marquée. Nous ne serions plus, alors, qu'à quelque 10 p. 100 du budget national. Nous consacrons donc maintenant 10 p. 100 du budget national au développement économique et régional, contre 13,6 p. 100 lorsque le parti conservateur a pris le pouvoir il y a trois ans et demi. C'est là une baisse de 26 p. 100 dans ce que le parti conservateur accorde au développement régional.

Je dis simplement, ce matin, que le gouvernement devrait consacrer une plus grande part des dépenses des Canadiens au développement économique et régional.

L'an dernier, 47 p. 100 des emplois créés au Canada l'ont été dans la province de l'Ontario. Je suis très heureux que cette province ait beaucoup de nouveaux emplois, mais même là la grande majorité des emplois sont dans la région de Toronto. A Windsor, le chômage est élevé. C'est la même chose dans le nord de la province. Il y a des problèmes à Hamilton et dans d'autres régions. Pourtant, 47 p. 100 des emplois sont créés dans une seule province.

Ce que je veux faire ressortir, aujourd'hui, c'est que nous devons consacrer une plus large part des dépenses nationales au développement économique et régional, afin que l'Ouest, le Nord, certaines parties de l'Ontario, le Québec et les Maritimes participent à la relance économique. Est-ce trop demander au gouvernement?